

Etablissement contractant

AEFE - Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger
23, place de Catalogne - 75014 PARIS /
1, allée Baco - BP 21509 - 44015 Nantes Cedex 1

Pouvoir adjudicateur

Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE, Directrice générale de l'AEFE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

**MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES –
Marché à procédure adaptée (MAPA)**

**MISE A DISPOSITION D'UN OUTIL DE PROGRAMMATION, DE VEILLE,
D'EDITION DE BILANS SUR LES ACTIONS MENEES SUR LES MEDIAS
EN LIGNE ET SUR LES RESEAUX SOCIAUX POUR L'AEFE**

MAPA 2025.01

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L 2123-1, R 2123-8 et R 2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique (CCP).

Le présent document comporte 26 pages

Table des matières

Article 1 - PRESENTATION DE L'AEFE	3
Article 2 – CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION	3
Article 3 – OBJET ET FORME DU MARCHE	5
Article 4 – DUREE ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	7
Article 5 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	8
Article 6 – PRESTATIONS ATTENDUES	8
Article 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS – LIEU D'EXECUTION	10
Article 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	12
Article 9 – AVANCE – CONDITIONS DE PAIEMENT	13
Article 10 – MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	13
Article 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	14
Article 12 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	15
Article 13 – Opérations de vérification, admission, ajournement, refaction et rejet	17
Article 14 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	17
Article 15 – CONFLITS D'INTERÊTS.....	20
Article 16 – PENALITES.....	21
Article 17 – ASSURANCE	22
Article 18 – RESILIATION ANTICIPEE.....	22
Article 19 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	23
Article 20 – NANTISSEMENT	23
Article 21 – LITIGES.....	24
Article 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	24
Annexe I : Questionnaire – Clause égalité femmes hommes.....	25
Annexe II : ATTESTATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION ET A L'ABSENCE DE CONFLITS D'INTERETS.....	26

Article 1 - PRESENTATION DE L'AEFE

Créée en 1990, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Elle assure les missions de service public relatives à l'éducation en faveur des enfants français résidant hors de France et contribue au rayonnement de la langue et de la culture française ainsi qu'au renforcement des relations entre les systèmes éducatifs français et étrangers.

L'Agence gère directement 68 établissements d'enseignement scolaire français, qui sont ses composantes. Par ailleurs, elle pilote et anime, dans le cadre d'une procédure de conventionnement et d'affectation de moyens publics, un réseau de 162 établissements conventionnés avec l'AEFE, gérés par des associations ou des fondations. Elle assure la formation continue, l'orientation et le suivi pédagogique des enseignants des 337 autres établissements, appelés « établissements partenaires », également homologués par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Dotée d'un budget de plus d'1 milliard d'euros qui associe contributions des familles et crédits publics, elle accueille dans les établissements de son réseau 390 000 élèves dans 138 pays, finance des aides aux familles et, sur critères académiques, des bourses d'excellence-major pour les meilleurs bacheliers étrangers issus du réseau des établissements français à l'étranger et poursuivant des études supérieures en France.

Elle emploie plus de 5 749 agents en détachement, titulaires de l'Éducation nationale, affectés à l'étranger auprès des établissements en gestion directe ou des établissements conventionnés.

Les services centraux de l'Agence sont répartis sur deux sites : Paris et Nantes.

Elle alloue aux établissements scolaires des subventions de fonctionnement, d'investissement, d'équipement et d'appui pédagogique.

Elle met en œuvre au profit des établissements du réseau une politique pédagogique innovante qui concilie respect des programmes scolaires en vigueur en France et ouverture à la langue et à la culture du pays d'accueil.

En développant et en renforçant la diplomatie éducative, le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger soutient ainsi la diplomatie économique française.

Article 2 – CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION

2.1 Présentation du contexte et enjeux

L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger met en place une communication institutionnelle au service des objectifs stratégiques de l'AEFE. Ainsi, la stratégie de communication de l'AEFE vise à augmenter la notoriété de l'opérateur public, son action pour soutenir les établissements d'enseignement français à l'étranger et son rôle prescripteur dans l'enseignement international. Elle a également pour objectif d'apporter de la visibilité et contribuer à l'attractivité des établissements d'enseignement français à l'étranger et ainsi contribuer à l'ambition française pour l'enseignement international français : le développement des effectifs à horizon 2030.

À cette fin, l'AEFE met en place sa communication externe par l'intermédiaire de relations presse et sur des plateformes numériques, en particulier sur son site web, vitrine de l'opérateur, et sur plusieurs réseaux sociaux.

Par ailleurs, l'AEFE doit être à l'écoute de ce qui est dit à son sujet et au sujet du réseau d'enseignement français à l'étranger, moyen pour mener une veille de l'écosystème de l'enseignement français à

l'étranger, d'évaluer et adapter ses actions, et pour anticiper d'éventuelles crises pouvant affecter son image.

2.2 Outils et canaux de communication existants à l'AEFE

L'AEFE dispose de plusieurs canaux de communication :

- relations presse ;
- site web externe aeфе.gouv.fr ;
- sites web annexes dédiés à des projets précis : Flam, LabelFrancÉducation, Talents, Scolaide ;
- site Intranet interne orion.aefe.fr ;
- des comptes sur plusieurs réseaux sociaux : Facebook, Instagram, LinkedIn, YouTube, X.

L'AEFE développe de nombreux outils de communication :

- Communiqués et dossiers de presse ;
- Articles pour les sites web ;
- Photos, vidéos ;
- Infographies ;
- Affiches, kakémonos ;
- Brochures notamment le Rapport d'activité annuel et la brochure « L'essentiel » mais aussi des brochures ponctuelles sur des initiatives pédagogiques.

2.3 La stratégie de communication de l'AEFE

En complément du point 2.1 du présent CCP, la stratégie de communication de l'Agence a plusieurs objectifs :

- accroître l'attractivité de l'enseignement international français ;
- renforcer le rôle de l'Agence au service du développement du réseau.

Elle s'appuie sur plusieurs piliers : éducation, diplomatie, promotion et divertissement.

Elle a plusieurs thématiques récurrentes : l'innovation numérique, l'orientation et la formation, la pédagogie (les langues, la maternelle, le sport, etc. les valeurs et l'engagement, le développement, l'immobilier, l'homologation, la sécurité), la vie du réseau, les ressources humaines, les partenariats.

Ses publics cibles sont les familles des élèves inscrits dans les établissements, les familles à conquérir, les personnels de l'Éducation nationale pour les inciter à travailler dans ce réseau, les potentiels personnels dits « de droit local » c'est-à-dire recrutés localement, compétents sans être forcément titulaires de l'Éducation nationale française, les porteurs de projets c'est à dire des établissements faisant de l'enseignement français pour les accompagner à demander et obtenir l'homologation, ou les groupes éducatifs pouvant investir dans l'enseignement international français.

La stratégie de communication passe par une communication interne et une communication externe utilisant les canaux et outils définis au point 2.2 du présent CCP.

Cela passe également par un travail auprès de relais d'opinion parmi lesquels en particulier la presse, les personnels de l'AEFE et des établissements d'enseignement français à l'étranger, les *alumni*, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le ministère de l'Éducation nationale, les élues et élus des Français de l'étranger.

Les actions de communication sont soit initiées par l'équipe communication de l'AEFE afin de répondre aux enjeux stratégiques définis, soit initiés avec des services experts afin de s'appuyer sur des travaux des directions de l'AEFE pour attirer vers l'opérateur et les lycées.

2.4 Langue de communication

Concernant les langues de communication, la réponse est plurielle :

– À l'AEFE, à ce jour, la communication se fait quasi-exclusivement en français, cela étant, pour certains outils de communication, l'Agence développe des versions en langues, c'est notamment le cas pour des vidéos de la série « Engagées, Engagés » qui propose des versions sous-titrées en langues, ou pour « Nous », la série vidéo créée pour les réseaux sociaux qui sortira en 2025 et qui met en avant des *alumni* du réseau d'enseignement français à l'étranger non français.

Le développement d'une communication en langues, dans un premier temps en anglais, puis en espagnol, est un objectif à moyen terme pour l'AEFE (horizon fin 2025 ou 2026) ;

– les établissements d'enseignement français à l'étranger communiquent en multilingue, généralement en français et dans l'une des langues officielles du pays d'accueil, ou alors en français et en anglais, ou alors exclusivement en anglais, selon les usages du pays ;

– les communautés scolaires des établissements, qu'il s'agisse des personnels, des familles ou des élèves, communiquent dans plusieurs langues. Le public des établissements étant à 2/3 de familles non françaises, de nombreuses familles ne sont pas francophones et communiquent exclusivement dans leur langue maternelle.

Ainsi, dans les veilles que nous menons sur les plateformes numériques, nous avons souvent à essayer de capter des communications dans d'autres langues, dans les langues des pays d'accueil (anglais, espagnol, arabe, allemand, mais aussi danois, thaïlandais, etc.).

Article 3 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

3.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la mise à disposition d'un outil de programmation, de veille, d'édition de bilans sur les actions menées sur les médias en ligne et sur les réseaux sociaux pour l'AEFE.

Ceci dans l'objectif pour l'AEFE :

- de planifier et programmer la diffusion de ses contenus,
- de maîtriser son impact et son audience,
- d'ajuster au besoin sa stratégie en de communication
- de maîtriser sa réputation et son influence,
- d'identifier les ambassadeurs, influenceurs, détracteurs,
- de surveiller la marque AEFE et enseignement français à l'étranger sur les conversations en ligne (réseaux sociaux, presse en ligne, blogs)
- d'accéder à l'essentiel de l'actualité des réseaux sociaux concernant l'AEFE, ses dispositifs, et sur l'enseignement français à l'étranger en lien avec le ministère de tutelle.

Son exécution est soumise aux exigences décrites dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

3.2 Procédure de passation et forme du marché

La consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles R.2123-1, R.2162-4 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono attributaire et comprend des prix mixtes (forfaitaires et à bons de commande) exécutées par l'émission de bons de commande sur la base d'un cadre financier (BPU, DPGF).

3.3 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du CCP, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus, ne peut dépasser trois ans, à compter de la notification du présent accord-cadre.

3.4 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance (DC4), dûment complété et signé en y joignant les documents demandés.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

3.5 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti. En effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.6 Variantes - Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles sont autorisées dans le cadre d'une veille presse et des réseaux sociaux, (selon la thématique) en arabe et en mandarin.

Elles peuvent faire l'objet d'une veille à part mais en lien avec les thématiques de surveillance définies avec l'Agence.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de variante.

3.7 Représentation des parties

L'AEFE est dénommé ci-après : « l'Administration », « l'acheteur » ou « AEFE ».

L'entreprise titulaire du marché est dénommée ci-après : « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifient cette désignation au Service des relations extérieures (SRE)/communication.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

3.8 Propriété intellectuelle

Le titulaire est tenu de respecter l'article 46 du CCAG-TIC. L'AEFE acquiert au titre du marché l'intégralité des droits de propriété sur les résultats et sur tout document les formalisant, tel qu'études, plans et graphiques remis par le titulaire dans le cadre du marché.

En ce qui concerne les résultats relevant de la propriété littéraire et artistique, l'AEFE dispose, sans coût additionnel, de tous les droits d'exploitation, de la manière la plus large et sans réserve, et notamment du droit de reproduction, de représentation, d'adaptation, de modification, de distribution, d'usage sous toutes ses formes selon tous modes présents ou à venir et sur tous supports, pour tous usages et toutes destinations, et ce pour le monde entier et pour la durée de validité des droits, par lui-même ou par tout tiers de son choix.

En conséquence, le titulaire renonce à tout droit sur les résultats hormis pour les besoins du marché.

Article 4 – DUREE ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Début et durée d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification. Le début de prestation est prévu au terme du présent accord-cadre prévu en avril 2025.

Il pourra être reconduit tacitement trois fois maximum pour une durée d'un an à chaque. Les titulaires ne pourront refuser la reconduction.

En cas de décision de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur adresse une décision expresse, par tout moyen permettant d'accuser réception certaine, intervenant au plus tard dans un délai de trois mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

4.2 Délais d'exécution des prestations

Pour les prestations forfaitaires, le candidat est tenu de respecter les délais indiqués dans l'annexe financière du présent accord-cadre.

Les délais d'exécutions des bons de commande (postes à bons de commandes) seront précisés à l'émission de chaque bon de commande.

Ils s'expriment systématiquement en jours calendaires et seront décomptés à compter du lendemain de la transmission du relevé de conclusion par dérogation à l'article 13 du CCAG/TIC.

4.3 Montant de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu sans montant minimum avec un montant maximum total de 120 000 €HT, soit 144 000 €TTC.

Article 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les pièces contractuelles sont classées dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière (DPGF/BPU) ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- le cadre mémoire technique ;
- les formulaires DC1, DC2.

Les pièces générales suivantes constituent les pièces du marché :

- le Code de la Commande Publique ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication ou CCAG/TIC (arrêté du 30 mars 2021).

Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

Article 6 – PRESTATIONS ATTENDUES

6.1 Libellés des prestations

L'AEFE gère actuellement des comptes sur les réseaux sociaux Facebook, Instagram, LinkedIn, YouTube et X.

Les prestations attendues sont :

- la mise à disposition d'une plateforme sécurisée en ligne permettant de faire de la veille en ligne (médias en ligne, blogs, réseaux sociaux) et de gérer les comptes réseaux sociaux de l'AEFE et la communauté en ligne (suivi, programmation, veille) ;
- une formation suivie pour trois à cinq utilisateurs ou utilisatrices de la solution sur l'ensemble des fonctionnalités de la plateforme, dispensée dans les premiers jours suivants d'accès à l'outil et/ou à chaque prise de poste d'un nouvel agent et/ou en début d'année pour un rappel des fonctionnalités ;

- la maintenance de la plateforme, les mises à jour éventuelles (le titulaire indique le délai d'indisponibilité de la base en cas de maintenance et informe l'AEFE des dates d'intervention plusieurs jours à l'avance).

L'accès à l'outil, pour les trois à cinq interlocuteurs du service des relations extérieures/communication en simultané, doit être libre et non limité, permanent, disponible sur une plateforme en ligne accessible de n'importe où.

La plateforme doit permettre :

- L'accès à un espace sécurisé permettant à l'AEFE de gérer l'ensemble de ses comptes sur les réseaux sociaux en permanence durant toute la durée du marché (soit 3 personnes au minimum, accès en simultané demandé).
- L'accès à un calendrier de publication permettant de rédiger, programmer et publier les messages sur l'ensemble des comptes réseaux sociaux de l'AEFE, en intégrant des médias (images, photos, vidéos). Il doit également permettre de modifier, dupliquer et sauvegarder les messages programmés pour être diffusés.
- Si c'est possible, l'outil devra pouvoir permettre de programmer des « stories »
- L'accès à des rapports statistiques détaillés segmentés par réseau social ou groupés, permettant d'analyser l'audience et la e-réputation à partir de critères (KPI) quantitatifs et qualitatifs. L'analyse de l'audience doit pouvoir être comparative entre deux périodes de temps définies et paramétrées par l'AEFE sur la plateforme (comparaison possible de jours, semaines, mois, années, intervalles de dates spécifiés manuellement, etc.). Les rapports doivent pouvoir être exportés sous format adaptable (par exemple PPT) et être consultés sans limite de temps sur l'espace sécurisé.
- L'accès à un moteur de recherche multicritères pour effectuer une veille ciblée répertoriée par date, par hashtag, par mot-clé, par compte nominatif ou tout critère défini par l'AEFE.
- L'accès à un outil permettant de réaliser une newsletter, manuelle ou automatique, pour intégrer des retombées sur les réseaux sociaux répertoriées par date, par hashtag, par mot-clé, par compte nominatif ou tout critère défini par l'AEFE.
- L'accès à un outil permettant d'identifier les relais d'opinion positifs de l'AEFE, les détracteurs et les influenceurs actifs dans le secteur d'activité de l'Agence. Il doit être possible d'analyser chaque profil (audience, influence, fréquence de publication, engagement, portée, etc.)
- L'édition d'études de médiatisation/d'image ponctuelles (mensuelles, trimestrielles, annuelles) sur les retombées réseaux sociaux de l'AEFE : « analyse quantitative et qualitative » comprenant les chiffres clés (impact de la présence de l'AEFE sur les réseaux sociaux), l'identification des vecteurs (qui parle de l'AEFE ?), la mesure de la présence (forme de la médiatisation, type de retombées), l'analyse des messages diffusés et le détail des retombées médias. L'étude doit permettre d'avoir une vision globale de la e-réputation de l'AEFE sur les réseaux sociaux mais aussi une vision par thématique/mot-clé/hashtag/etc. défini notamment pour évaluer l'impact des campagnes de communication digitale. Ces études permettent d'identifier les médias, les journalistes, les ambassadeurs, les influenceurs qui parlent de l'AEFE sur les réseaux sociaux.
- L'édition d'études/bilans ponctuelles sur des thématiques définies
- La veille sur tout ce qui est dit sur l'AEFE sur des sites web, blogs, presse en ligne, réseaux sociaux, même les plateformes sur lesquelles l'AEFE n'a pas de compte.
- La veille doit pouvoir être faite sur la base de mots clés. 25 veilles simultanées doivent pouvoir être paramétrées.

À noter : dans les veilles que nous menons sur les plateformes numériques, nous avons souvent à essayer de capter des communications dans d'autres langues, dans les langues des pays d'accueil (anglais, espagnol, arabe, allemand, mais aussi danois, thaïlandais, etc.). L'outil doit permettre de faire des veilles en langue étrangère et de proposer une traduction en français.

Une formation personnalisée sur l'utilisation de la solution doit être proposée par le prestataire pour les trois à cinq personnes du service des relations extérieures/communication de l'AEFE désignées.

Une ou plusieurs personnes doivent être disponible au quotidien pour toute aide ou intervention sur l'usage de la solution et sur la partie suivie de la facturation.

Le prestataire doit proposer une solution adaptée à plusieurs configurations d'ordinateurs, à plusieurs systèmes d'exploitation ou plusieurs navigateurs internet. Une solution en ligne est préférée à une solution nécessitant l'installation d'un logiciel sur les postes informatiques des utilisateurs et utilisatrices pour permettre un accès à distance à l'espace sécurisé. La solution doit être compatible avec le système informatique sécurisé utilisé par l'AEFE et mis en place par le ministère de tutelle.

L'AEFE se garde le droit, ceci sans qu'aucun frais supplémentaire ne lui soit facturé par le titulaire, durant la durée du marché, d'ajouter ou de retirer un ou plusieurs comptes d'un réseau social.

Le titulaire doit pouvoir anticiper l'éventuelle création de comptes de l'AEFE sur d'autres réseaux sociaux.

6.2 Liste des livrables :

- plateforme en ligne sécurisée permettant de gérer les comptes réseaux sociaux de l'AEFE et la communauté en ligne
- formation des utilisateurs à la prise en main de la plateforme
- guide d'utilisation simple de la plateforme
- Bilan annuel qualitatif et quantitatif et remise de reportings trimestriels ;
- aide au paramétrage des veilles
- outil de programmation pour mise en ligne de publications sur les réseaux sociaux alliant texte et média voire stories et commentaires.

Article 7 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS – LIEU D'EXECUTION

7.1 - Démarrage des prestations :

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire sera convié à une réunion de lancement pour clarifier la mise en œuvre des prestations.

7.2 Personne(s) référente(s) nommément désignée pour le suivi de l'accord-cadre :

Le titulaire désigne nommément la ou les personne(s) chargée(s) du suivi du marché réputées disposer de l'expérience et des compétences nécessaires. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

Le chef de projet dispose d'un délai de 7 jours après la réunion de lancement pour désigner le chef de projet.

7.3 Remplacement des personnes nommément désignées :

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes.

Le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum.

Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'AEFE de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique à l'administration, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

L'AEFE peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Il en informe le titulaire dans les 5 jours ouvrés à compter de la réception de l'information relative au remplacement. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

7.4 Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. L'AEFE adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

7.5 Lieux d'exécution des missions

La présence du ou des représentants du titulaire peut être requise pour la participation à des réunions, principalement sur le site de l'AEFE à : Paris : 2^{ème} étage - 23, place de Catalogne - 75014 Paris.

En raison d'un déménagement prévu en 2025 pour les locaux parisiens, la nouvelle adresse est la suivante : AEFE - 4, passage Colisée – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Le titulaire informé par mail de la nouvelle adresse, est tenu d'assurer les prestations sans aucune contestation.

Article 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1 Prix

Le montant de l'accord-cadre s'établit conformément aux prix indiqués dans l'acte d'engagement. Les prix consentis à l'AEFE sont obligatoirement franco de port. Tous les prix sont exprimés en euro. Ils sont définitifs pour la première année de l'accord-cadre. La date d'établissement des prix est la date de remise des offres.

8.2 Révision des prix

Ils seront révisés par le titulaire, aux conditions économiques du dernier indice définitif ou provisoire connu à chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Les prix révisés seront introduits au contrat par la notification d'un ordre de service, à l'aide de la formule suivante :

$$P = P0 (0,20 + 0,80 \left(\frac{ICHT-IC}{ICHT-IC0} \right))$$

P' : Prix révisé ;

Po : Prix initial de l'accord-cadre ;

ICHT- IC : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 - **Identifiant 001565192.**

Les indices figurant aux numérateurs représentent les dernières valeurs connues à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Les indices figurant au dénominateur représentent les dernières valeurs connues le mois correspondant à la date de remise des offres.

Les valeurs des indices sont à relever sur le site internet de l'INSEE : <https://www.insee.fr>

L'administration dispose d'un délai maximum de 30 jours après réception de l'ordre de service pour valider les nouveaux prix.

Les prix révisés seront valables dans la période considérée. Le coefficient ainsi obtenu est arrondi au millième supérieur.

Tous les prix sont exprimés en euro et ne comportent pas plus de deux chiffres après la virgule.

8.3 Réfaction du prix

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Article 9 – AVANCE – CONDITIONS DE PAIEMENT

9.1 Avance

Le paiement de l'avance intervient, sans formalité, dans le délai de trente (30) jours, à partir de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations.

9.2 Base de calcul de l'avance

Une avance de 20% est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement du marché, lui est accordée dans les conditions fixées aux articles R. 2191-7 du CCP.

9.3 Remboursement de l'avance

Au cas où elle a été versée, le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

Article 10 – MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande annuel par la direction des affaires financières (DAF), sur la base du cadre financier du titulaire du marché.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Néanmoins, ils peuvent continuer à s'exécuter après son terme, dans la limite de six mois à compter de la fin de la notification de l'accord-cadre.

Aucun bon de commande ne peut être passé après l'expiration du marché. Les bons de commande seront adressés au titulaire par courriel.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans le BPU du présent accord-cadre : les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Sauf décision contraire de l'acheteur, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui sera précisée dans ledit bon de commande.

L'annulation par la référente égalité d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution.

Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Article 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

11.1 Facturation

Le paiement des prestations est effectué au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes après exécution complète des prestations.

Le paiement est effectué sur présentation de factures établies conformément aux prix du marché, et mentionnant :

- les nom et adresse du titulaire ;
- **le numéro et l'objet du marché ;**
- **le numéro du bon de commande ;**
- **le numéro SIRET de l'AEFE 180.006.082.00077, le code service SRVCNT, éventuellement en cas de dépôt sous Chorus Portail Pro (CPP) ;**
- le libellé de la prestation ;
- le lieu de la prestation ;
- le descriptif des prestations ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total €HT et €TTC.

Adresse d'envoi des factures :

La transmission des factures s'effectue sous forme dématérialisée au moyen d'une solution mutualisée par l'Etat, dénommée « Chorus Pro » accessible par internet à l'URL : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

L'Etat met à disposition des émetteurs de factures au travers de Chorus Pro les informations suivantes relatives au statut de traitement de leurs factures :

- 1° La mise à disposition du destinataire ;
- 2° La comptabilisation ;
- 3° Le rejet ;
- 4° La transmission du fichier de virement correspondant à la mise en paiement de la facture.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

Pour tout autre renseignement, le titulaire peut s'adresser à : support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'imposera aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, entre le 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1er janvier 2020 (pour les micros entreprises).

L'absence d'une mention obligatoire, et plus particulièrement la référence du marché et le numéro du bon de commande entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

11.2 Paiement

Le financement sera fait sur le budget de l'AEFE. Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement des sommes dues est de 30 jours. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Article 12 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

12.1 Obligation de résultat

Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat, notamment sur la qualité des livrables et leur conformité aux demandes et exigences du présent marché.

Cette obligation du titulaire s'exerce en tenant compte de la répartition suivante des responsabilités entre l'AEFE et le titulaire :

- L'AEFE est entièrement responsable des choix fonctionnels qu'elle formule dans les pièces du présent marché ainsi que des priorités qu'elle arrête au cours de l'exécution du marché.
- De par son expertise, le titulaire exerce ici son devoir de conseil, en apportant à l'AEFE une analyse critique de ses choix lui assurant de bénéficier des meilleures pratiques de l'état de l'art.
- Le titulaire est entièrement responsable des choix et solutions qu'il propose dans l'offre jointe au présent marché ou qu'il accepte de mettre en œuvre à la demande de l'AEFE au cours de l'exécution du marché. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire, en sa qualité de maître d'œuvre de ses prestations, exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique en informatique de gestion, s'oblige :
 - à garantir à l'AEFE des résultats conformes aux prestations attendues, périmètres associés et exigences requises, qui sont matérialisés par le marché ou par ses précisions décidées par le pouvoir adjudicateur ;
 - à faire le nécessaire pour que l'AEFE bénéficie, en temps utile, des conseils et informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler à l'AEFE tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre le fonctionnement de la solution, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du

marché, à respecter les dispositions qualité conformes à l'état de l'art et aux exigences particulières fixées par le présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les prix et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte.

Pour l'ensemble des obligations de résultat, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

12.2 Obligation de conseil

En tant que professionnel expérimenté, le titulaire reconnaît à ce titre être tenu à une obligation générale de conseil, d'information, de mise en garde et de recommandation au bénéfice de l'AEFE, et ce durant toute l'exécution du marché et des bons de commandes.

À cet égard :

- Il notifie à l'AEFE, le plus en amont possible, toutes les difficultés rencontrées au cours de l'exécution d'un bon de commande ou identifiées par le Titulaire et qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur ses engagements contractuels ;
- Il informe l'AEFE de toutes difficultés et retours d'expériences dont il aurait connaissance relativement à d'autres projets similaires, dès lors que ceux-ci seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur le service ;

Il fournit à l'AEFE l'ensemble des conseils techniques et commerciaux, mises en garde et recommandations nécessaires. En particulier, il s'engage à conseiller, sans supplément de coût, l'AEFE lorsque celui-ci émet des demandes complémentaires ou nouvelles qui pourraient affecter le projet.

12.3 Déclaration de déclaration de sous-traitance

Le titulaire peut, en cours d'exécution du marché présenter au Pouvoir Adjudicateur, un sous-traitant dans les conditions des articles L. 2193-1 et suivants du CCP.

Conformément à l'article R 2193-3 du CCP, il remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1.

12.4 Affectation des ressources

Le titulaire s'engage à affecter, pour la réalisation des prestations, des compétences, ressources et profils compétents :

- Conformes aux exigences formulées en la matière au CCTP ;
- Répondant aux besoins du marché, notamment en termes de compétence et de disponibilité ;
- Ayant une connaissance approfondie des tâches relevant des prestations.

Le titulaire est seul responsable des ressources humaines qu'il affecte à la bonne exécution de ses obligations contractuelles et garantit la disponibilité des ressources nécessaires pour assurer l'exécution de ses obligations.

Le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour respecter ses obligations contractuelles, à augmenter l'effectif de son équipe de travail, sans accroissement du coût pour le Pouvoir Adjudicateur.

Article 13 – Opérations de vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet

13.1 Opérations de vérification et d'admission

Les opérations de vérification, d'admission s sont effectuées par le pouvoir adjudicateur au vu des prestations demandées aux cahiers des charges (CCP). Ces vérifications seront effectuées par le service des relations extérieures de l'Agence dans les conditions fixées par les articles 30 à 37 du CCAG/TIC.

13.2 L'ajournement

Le Pouvoir Adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises à point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Il invite le titulaire à présenter à nouveau, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours, sans supplément de prix.

Par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG/TIC, le titulaire dispose d'un délai de six jours à compter de la notification pour faire connaître son acceptation de la décision d'ajournement.

13.3 Réfaction et rejet

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG/TIC, le titulaire dispose d'un délai de six jours suivant la décision d'admission avec réfaction, pour présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 34.4 du CCAG/TIC, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour modifier les prestations rejetées.

13.4 Retard d'exécution

Le présent marché nécessite une obligation impérative de respecter les délais contractuels. Le non-respect de ces délais entrainera les pénalités décrites à l'article 14 du CCAG/TIC.

Article 14 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent marché comporte un ou des traitements de données à caractère personnel. Dans le cadre de ce marché, le responsable de traitement est, au sens du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 dite « Informatiques et Libertés », le pouvoir adjudicateur, l'AEFE et le titulaire est le soumissionnaire.

14.1 Description du traitement faisant l'objet du marché

Le soumissionnaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations attendues : **données d'identification,**

coordonnées téléphoniques et mail, fonction, niveaux de classes, données de géolocalisation, noms d'établissements scolaires.

Les catégories de données personnelles susceptibles d'être concernées :

- de personnels des lycées français à l'étranger, quel que soit leur statut (détachés, personnels de droit local)
- de familles ou élèves de lycées français
- d'anciennes ou anciens élèves des lycées français
- des agents des services centraux de l'AEFE
- de personnes pouvant être interviewées dans le cadre de leur mission à l'AEFE ou dans les lycées français : personnel des partenaires pédagogiques et médiatiques, des alliances françaises, des instituts français, des chambre de commerce, des autorités éducatives locales, des investisseurs dans l'enseignement français à l'étranger, des organismes professionnels ayant une connaissance du secteur de l'éducation ou du contexte pays.

14.2 Obligations du Responsable de Traitement (Pouvoir adjudicateur / AEFE)

Le responsable de traitement est soumis aux obligations suivantes :

- Respecter les droits des personnes concernées
- Garantir le soumissionnaire qu'il recueillera le consentement express desdites personnes, si cela est nécessaire, avant toute communication et traitement des données à caractère personnel les concernant. Le responsable de traitement doit fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.
- Répondre sous un délai de deux mois aux droits des personnes
- Supprimer les données dès la fin de durée de conservation légale et informer le soumissionnaire des durées de conservation définies.
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaire au respect de la protection des données à caractère personnel.
- Protéger les données dès la conception (protection by design)
- Protéger les données par défaut (protection by default).
- Prouver à tout moment sa conformité (Accountability).
- Notifier des violations de sécurité sous 72h dès la découverte de la violation, auprès de la CNIL et des personnes (tout Traitement présentant un risque gérant des données sensibles ou relevant de catégories particulières).
- Désigner un délégué à la protection des données.
- Rédiger des EIVP (Etudes d'Impacts sur la Vie Privée) pour les traitements présentant un risque.
- Consulter préalablement la CNIL pour les traitements présentant un risque élevé.
- Coopérer avec la CNIL.

14.3 Obligations du titulaire

Le titulaire est soumis aux obligations suivantes :

- Déclarer qu'il est parfaitement informé des exigences légales qui s'imposent à lui au sens des dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 dite « Informatiques et Libertés ».
- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement.

➤ Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché.

➤ Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles utiles afin de préserver la sécurité, la protection et la confidentialité des données à caractère personnel et notamment empêcher qu'elles ne soient pas déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises à des personnes non autorisées, conformément aux dispositions du RGPD.

Le titulaire devra notamment respecter les obligations suivantes et les faire respecter par son personnel :

➤ Ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du marché, l'accord préalable de l'AEFE étant nécessaire,

➤ Ne pas utiliser les données traitées à des fins autres que celles limitativement spécifiées dans le marché,

➤ Ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelles qu'elles soient,

➤ Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché,

➤ Impérativement traiter, stocker et transmettre les données personnelles susceptibles de figurer parmi les données du pouvoir adjudicateur de manière parfaitement conforme à la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

➤ Prouver à tout moment sa conformité (Accountability)

➤ Fournir le descriptif complet de l'infrastructure de stockage et des dispositifs de protection des données, la localisation des données à tout moment, les dispositifs et procédures de sécurité physiques et logiques entourant les serveurs hébergeant les données et la solution.

➤ Notifier les violations de sécurité sans délai, auprès du responsable de traitement. Le titulaire devra fournir les procédures d'alerte et d'information au responsable de traitement dans le respect du délai réglementaire en cas d'atteinte, de perte, de divulgation ou de compromission des données à caractère personnel collectées, traitées ou conservées dans le cadre de ses prestations. Cette notification permettant au responsable de traitement de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

➤ Si dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

➤ Coopérer avec la CNIL.

➤ Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

➤ Aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

➤ Aider le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 34 du RGPD.

➤ Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

➤ Informer immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

➤ Lorsque le titulaire recrute un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du responsable du traitement, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le présent marché entre le responsable du traitement et le titulaire, sont imposées à ce sous-traitant par contrat ou au moyen d'un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

➤ Lorsque ce sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

- Tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :
- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement, des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

➤ Le titulaire doit, au terme de l'exécution du présent marché, et selon le choix du responsable de traitement, détruire toutes les données à caractère personnel et renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant.

➤ Le titulaire devra si le responsable de traitement le décide, participer activement à la réalisation d'une Analyse d'impact sur la protection des données (AIPD)

➤ Le titulaire devra communiquer au responsable de traitement les coordonnées de son délégué à la protection des données.

La relation entre le responsable de traitement et le titulaire sera définie en matière de protection des données par un contrat de sous-traitance directement après la désignation du titulaire.

Article 15 – CONFLITS D'INTERÊTS

Les bénéficiaires mettent en œuvre l'article L.2141 du CCP. Il appartiendra à chaque titulaire du marché de déterminer, lors des remises en concurrence, qu'il n'est pas en position de conflit d'intérêt, en indiquant s'il se trouve en situation de contrôler et d'évaluer ses propres prestations.

Dans le cas où un titulaire se retrouverait dans une situation de conflit d'intérêts, il devra informer par écrit l'administration avant la date limite de remise des offres du marché.

Cette dernière se réserve, au regard des informations qui lui ont été transmises la possibilité d'exclure le titulaire de la procédure dudit marché, en application du CCP.

Les titulaires du marché s'engagent à informer, sans délai, le bénéficiaire en charge de la passation de tout changement en cours de procédure de de tout changement de situation le plaçant dans une position de conflit d'intérêts.

En application des articles L2141-12, L2195-4, L2341-6, L3136-5, lors d'une telle situation, le bénéficiaire peut résilier le marché pour ce motif. Le non-respect des obligations d'informations énoncées ci-dessus emportera résiliation sans préavis ni indemnités du marché conclu en méconnaissance du conflit d'intérêt conformément aux dispositions de l'article 16 « Résiliation du marché ».

Article 16 – PENALITES

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels et notamment ceux liés aux délais. La décision en matière de pénalités est prononcée par l'autorité signataire du marché.

16.1 Pénalités de retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, en dehors des cas prévus aux articles précédents, lorsqu'un délai contractuel, fixé par le bon de commande est dépassé, le titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 30$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Lorsque les délais établis formellement en début ou en cours de marché sont dépassés du fait du seul titulaire, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, accompagnées de tous justificatifs probants, sous pli recommandé, à la DAF à l'adresse suivante : AEFE – 23, place de Catalogne – 75014 PARIS.

A compter du 1^{er} juillet 2025, à l'adresse suivante : 4, passage Colisée – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Les pénalités continuent de courir jusqu'à l'heure ou la date effective à laquelle la prestation est déclarée réceptionnée ou exécutée par l'AEFE (ou la date de calcul des pénalités en l'absence de réception ou d'exécution effective de la prestation).

Les pénalités sont précomptées sur le montant du bon de commande relatif à la prestation subissant un retard d'exécution.

16.2 Pénalités pour non-respect des clauses particulières à la protection des données personnelles (RGPD)

En cas de non-respect des clauses relatives à la protection des données personnelles, le titulaire encourt en fonction de la gravité du manquement, soit une pénalité de 300 € pour la première infraction et de 1 000 € par infraction en cas de récidive, soit la résiliation du marché à ses torts sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

Le titulaire doit régulariser tout manquement aux clauses particulières à la protection des données personnelles. Dans le cas contraire, l'AEFE réserve aussi le droit de résilier le marché aux torts du titulaire.

Article 17 – ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG/PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Par ailleurs, les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements). Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire est responsable de tous dommages de toute nature occasionnés par les membres de son équipe sur les biens confiés. Dans le cas où ça se produit, il lui revient de se charger de la réparation des préjudices qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution des prestations présentées dans le présent marché et de renoncer à tout recours contre l'établissement public.

Article 18 – RESILIATION ANTICIPEE

L'autorité signataire pourra résilier le marché, en tout ou partie, par lettre recommandée, pour faute du titulaire dans les cas prévus à l'article 47 du CCAG/PI, sous couvert d'un préavis de 2 mois.

Aussi, l'Agence pourra résilier le marché sans indemnité, après mise en demeure restée sans effet, par décision notifiée en recommandé avec accusé de réception :

- pour non-respect répété des conditions d'exécution prévues par le présent marché,
- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés à l'article R.2344-2 du CCP ou refus de produire les pièces mentionnées à l'article 12 du présent CCP. Dans ce cas, le marché est résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Article 19 – CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché introduit la clause de réexamen définie ci-après. En cas de circonstances particulières, exceptionnelles et extérieures aux parties, telles que la crise sanitaire de Covid 19 en 2020 ou la guerre en Ukraine en 2022, bouleversant l'économie générale du marché, les conditions d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'un réexamen entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur (PAD).

Le titulaire du marché présentera une demande motivée de réexamen des conditions du marché.

A cet égard, il transmettra au Pouvoir Adjudicateur tous documents justifiant les moyens supplémentaires effectivement mise œuvre pour l'exécution du marché.

Ce dossier motivé comprendra notamment :

- Une analyse précise du déficit provoqué par l'exécution du marché y compris :
 - Un sous-détail des prix du marché, faisant apparaître l'impact des circonstances exceptionnelles, notamment sur le prix des matières premières et de l'énergie.
- L'impact des circonstances exceptionnelles sur les délais d'exécution (cas de pénuries de matière première ou de difficultés d'approvisionnement par exemple).
- Et tout autre document permettant de justifier le déficit subi par le titulaire et/ou son impossibilité de respecter le délai contractuel d'exécution.

Les modifications envisagées du marché ne pourront porter que sur :

- les délais d'exécution prévus au contrat(modification du calendrier/planning d'exécution) ;
- le prix des prestations.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Ledit avenant devra être signé au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen présentée. Au-delà de ce délai, la procédure de réexamen sera considérée comme caduque et prendra fin de plein droit.

Article 20 – NANTISSEMENT

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par l'article R.2191-54 du CCP, sont désignés :

- comme comptable assignataire des paiements : l'agent comptable principal de l'Agence ;
- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article R.2191-60 du CCP.

Article 21 – LITIGES

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français. Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Article 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 4.2 du présent CCP déroge à l'article 13 du CCAG/TIC ;
- L'article 5 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/TIC ;
- L'article 13.2 du présent CCP déroge à l'article 34.2.1 du CCAG/TIC ;
- L'article 13.3 du présent CCP déroge aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG/TIC ;
- L'article 16.1 du présent CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC.

Référence du marché	
Nom de l'entreprise	
Référent au sein de l'entreprise (nom, fonction et coordonnées)	

Promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- 1) Préciser la proportion de femmes au sein de votre entreprise : __ %
- 2) Préciser, pour le personnel encadrant, la proportion de femmes : __ %
- 3) Préciser la proportion de personnes bénéficiaires d'une formation de sensibilisation sur les stéréotypes, les préjugés et les comportements sexistes au travail : __ %
- 4) Préciser les écarts moyens de rémunération existant entre les femmes et les hommes dans votre entreprise.
Indiquer, le cas échéant, les actions mises en œuvre pour les réduire.
- 5) Préciser, pour le personnel affecté à la réalisation du marché, la proportion de femmes : __ % et d'hommes __ %

Annexe II : ATTESTATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION ET A L'ABSENCE DE CONFLITS D'INTERETS

(à retourner dûment complétée et signée)

Je, soussigné(e), M. ou Mme, responsable de la société atteste sur l'honneur :

- n'avoir à priori aucun conflit d'intérêt, de quelque nature que ce soit au moment de ma soumission de candidature au marché n° MAPA2025.01 ;

- qu'il/elle fera connaître sans délai au pouvoir adjudicateur toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts;

- qu'il/elle n'a fait, ni ne fera aucune offre, de quelque nature que ce soit, dont il serait possible de tirer avantage au titre du marché ;

- qu'il/elle n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, en faveur ou de la part d'une quelconque personne, un quelconque avantage, financier ou en nature, constituant une pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en guise de gratification ou de récompense liée à l'attribution du marché ;

- que les renseignements fournis à la commission dans le cadre du présent appel d'offres sont exacts, sincères et complets.

Nota : un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations ou d'intérêts communs.

Fait à, le / ... /

Signature